

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROMERAC

202 RUE DU MARECHAL DE TASSIGNY
59128 Flers-En-Escrebieux

Références : V3/2025/139
Code AIOT : 0007000758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement PROMERAC implanté 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20 mai 2025 a pour objet le récolement des suites de la visite d'inspection du 5 septembre 2024, portant sur les rejets atmosphériques (concentration des rejets du four pyrolyse en dioxines et furannes et conformité des cheminées liées aux activités de peinture).

Par ailleurs, la visite a été l'occasion d'échanges entre l'inspection et PROMERAC sur le dépôt à venir du plan de gestion de la lagune polluée située sur l'emprise autorisée de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROMERAC
- 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux
- Code AIOT : 0007000758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PROMERAC, implantée sur la commune de Flers-en-Escrebieux, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques et l'application de peinture en poudre.

L'activité est réglementée par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022. Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est notamment soumis à :

- Autorisation au titre des rubriques n° 2566-1 (Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique)
- Enregistrement au titre des rubriques n° 2565-2 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) et 2940-3 (Application, cuisson et séchage de peinture mettant en œuvre des poudres à base de résine organique par pulvérisation sur métal).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dioxines et furannes	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité des cheminées, rubrique 2940	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.2 et 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de procéder rapidement au contrôle des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse en présence de thermoplastique et dans un délai inférieur à 1 mois.

Il est demandé d'informer dans un délai de 15 jours l'inspection des résultats du contrôle des concentrations en dioxines et furannes des rejets du four pyrolyse, à la réception du rapport de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dioxines et furannes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] c) dioxines et furannes La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur un période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum. Voir tableau
Constats : <u>Constat de la visite du 5 septembre 2024</u> L'exploitant transmet par courriel à l'inspection son rapport d'autosurveillance sur les rejets dans l'air pour l'année 2023. Le rapport est établi par la société IRH, membre d'Antea Group et daté du 25 avril 2023. Il indique un dépassement de la VLE pour les dioxines et furannes (PCCDD/PCDF). La valeur de concentration du rejet mesurée est de 0.28 ng/Nm ³ pour une VLE fixée à 0.100. Cette valeur était conforme en 2022 (rapport irh du 21 octobre 2022), concentration de 0,05 ng/Nm ³ . Le four de pyrolyse est utilisé par l'exploitant pour décaper les crochets qui servent à tenir les pièces métalliques dans l'atelier de peinture. Ces crochets reçoivent donc de la peinture, qui convient de retirer, avant de les réutiliser. D'après l'exploitant le four est utilisé en moyenne 2 fois par jour ouvré, chaque cycle durant entre 1h30 et 2h en phase de combustion, puis 1h30 en phase de post-combustion. Le jour de la visite, l'exploitant explique utiliser depuis le mois d'avril 2023 un nouveau thermoplastique comme primaire. Ce produit serait la cause des émissions non-conformes de dioxines. L'exploitant indique en avoir utilisé 1520 kg, en grande majorité déposé sur les produits finis. Les dioxines se forment à partir de composés contenant du chlore, brome, iode ou fluor dans les produits incinérés et les poudres thermodurcissables utilisées jusqu'alors par PROMERAC n'en contiendraient pas d'après l'exploitant. A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet la FDS du produit, datée du 27/01/2022. Il contient du 1-chloro-2,3-époxypropane. La substance est donc potentiellement à l'origine des émissions de dioxines. A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 6 septembre 2024 un plan d'action : "

- *demander confirmation à nos fournisseurs de peintures en poudres thermodurcissable qu'elles ne contiennent pas de composants pouvant être à l'origine des dioxines et furannes. Délai : entre le 9 et le 13 septembre 2024,*
- *réaliser la campagne d'autosurveillance du four à pyrolyse les 16 & 17 septembre 2024 en ne plaçant dans l'équipement que des crochets et balancelles revêtus de peintures en poudre thermodurcissables, donc sans la présence du nouveau primaire plastique,*
- *faire réaliser deux campagnes d'auto-surveillance par an sur notre four de décapage par pyrolyse en 2025 et 2026, idéalement par deux prestataires différents.*

»

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de l'autosurveillance des rejets dans l'air dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la réception du rapport de l'irh.

L'origine des émissions de dioxine restant incertaine, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à un suivi trimestriel pendant une durée de 12 mois des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse, et de transmettre un bilan à l'inspection sur les origines identifiées des dépassements et les actions correctives mises en œuvre.

Dans son courrier de réponse au rapport d'inspection du 18 décembre 2024, l'exploitant confirme qu'un nouveau thermoplastique est utilisé en production et contenant du 1-chloro-2, 3-époxypropane, qui serait à l'origine du dépassement en dioxines et furannes des rejets du four pyrolyse.

Ce produit représenterait alors 3 % de la quantité de peinture utilisée par PROMERAC.

L'exploitant demande à ce que le suivi des dioxines et furannes soit effectué semestriellement, avec une intervention dès le premier trimestre 2025.

Constats de la visite du 20 mai 2025

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel le rapport contrôle d'autosurveillance de ses rejets atmosphérique daté du 8 octobre 2024, établi par la société IRH (interventions au cours du mois de septembre 2024).

Le rapport indique l'absence de rejets de dioxines et furannes.

Le jour de la visite, l'exploitant confirme procéder à un suivi semestriel des rejets de dioxines et furannes.

L'exploitant n'a pas effectué, à la date du 20 mai 2025, le contrôle des dioxines et furannes pour le premier semestre 2025.

<p>L'inspection demande à l'exploitant si le contrôle effectué en 2024, et dont les résultats sont conformes, avait été fait en présence de thermoplastique dans le four pyrolyse.</p> <p>L'exploitant indique que le thermoplastique n'était pas décapé dans le four pyrolyse le jour du contrôle d'autosurveillance.</p> <p>L'exploitant précise continuer d'utiliser le thermoplastique dans son procédé de production, dans une proportion comparable à 2024.</p> <p>Il indique avoir augmenté la température de pyrolyse de 850 à 950 °C afin d'éviter la formation des dioxines et furannes lors du décapage du thermoplastique.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder rapidement au contrôle des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse et en présence de thermoplastiques.</p> <p>L'exploitant confirme que le prochain contrôle sera effectué en présence de ce produit, afin de s'assurer de l'absence de rejets de dioxines et furannes lors de la pyrolyse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder rapidement au contrôle des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse en présence de thermoplastique et dans un délai inférieur à 1 mois.</p> <p>Il est demandé d'informer dans un délai de 15 jours l'inspection des résultats du contrôle des concentrations en dioxines et furannes des rejets du four pyrolyse, à la réception du rapport de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 45 jours</p>

N° 2 : Conformité des cheminées, rubrique 2940

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.2 et 6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.2</p> <p>[...]</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Article 6.4</p>

Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.
[...]

Constats :

Constats de l'inspection du 5 septembre 2024

L'inspection porte sur les rejets à l'atmosphère liés aux activités de peinture par thermolaquage. Ces activités donnent lieu à deux points de rejets dans l'air. Les rejets liés à cette activité contiennent des poussières liées à l'utilisation de peinture en poudre.

Le rejet P0 n'est pas effectué en toiture mais au niveau d'un hangar ouvert sur l'extérieur. Le rejet est coudé et orienté vers le sol. Cette situation ne permet pas la diffusion des rejets dans l'atmosphère et est non-conforme à l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.

De même, le point de rejet lié à la cabine de peinture manuelle est de section carrée et recouverte d'une protection qui bloque l'ascension du flux d'air vers l'atmosphère. Cette situation ne permet pas la diffusion des rejets dans l'atmosphère et est non-conforme à l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise en conformité de ces deux points de rejets dans un délai de 3 mois.

Constats de l'inspection du 20/05/2025

L'inspection constate pendant la visite terrain que l'exploitant a procédé à la modification des deux points de rejets à l'atmosphère liés aux activités relevant de la rubrique 2940. Les deux cheminées dépassent en toiture et permettent l'ascension verticale des gaz dans l'atmosphère.

Les constats effectués le jour de la visite n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite